

28 décembre 2020

## **ONGs à la communauté du rallye Dakar: #StandWithSaudiHeroes**

### **Chers participants, organisateurs, sponsors et diffuseurs officiels du rallye Dakar,**

Le rallye Dakar, la course d'endurance tout-terrain la plus célèbre au monde, se tiendra en Arabie Saoudite pour sa deuxième édition du 3 au 15 janvier 2021. Alors que des centaines de participants traversent de magnifiques paysages dans ce qui a été qualifié de « rallye le plus difficile au monde », des milliers de dissidents pacifiques, de défenseur.e.s des droits humains et de militant.e.s des droits des femmes continuent de languir dans les prisons saoudiennes sans aucun moyen de recours ou contact avec le monde extérieur.

Le rallye annuel d'endurance tout-terrain est organisé par la société française Amaury Sport Organisation (ASO) qui a signé un contrat en 2019 promettant un partenariat de cinq ans avec l'Arabie saoudite en tant que pays hôte. Si cette annonce s'inscrit dans le cadre du plan de réforme économique "Vision 2030" de l'Arabie saoudite, elle contribue également au « sportwashing » – la tenue d'événements majeurs qui cherchent à faire passer sous silence les graves violations des droits humains commises par les autorités saoudiennes ces dernières années. « Nous nous inscrivons dans un programme de développement de l'Arabie saoudite qui va vers plus d'ouverture », a déclaré le directeur du rallye Dakar David Castera. Cependant, les organisations soussignées estiment que les autorités doivent d'abord être tenues responsables des violations des droits humains commises dans le pays et à l'étranger. L'Arabie saoudite utilise le rallye Dakar 2021 dans le cadre d'une campagne de communication de grande ampleur afin d'améliorer son image et promouvoir le secteur du tourisme dans le royaume, au lieu de remédier aux violations flagrantes des droits humains.

Ces dernières années, l'Arabie saoudite a été de plus en plus critiquée pour son bilan en matière de droits humains après l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi en octobre 2018 au consulat saoudien à Istanbul, en Turquie. Le manque de transparence dans l'enquête sur le meurtre de Khashoggi, combiné à la répression du gouvernement saoudien à l'encontre des défenseurs des droits humains et des voix dissidentes pacifiques, ainsi que son rôle dans les crimes de guerre commis lors de ses opérations militaires au Yémen, ont conduit à une pression croissante de la part de la communauté internationale.

Le gouvernement saoudien a instauré un environnement hostile à toute personne dénonçant cette situation, notamment les journalistes, les écrivains et les défenseur.e.s des droits humains – en détenant arbitrairement, en torturant et en poursuivant en justice des dizaines de défenseur.e.s des droits humains pour leur plaidoyer pacifique.

En 2018, l'Arabie saoudite a mené une campagne de répression nationale contre des militantes saoudiennes qui ont lutté contre le système de tutelle masculine, notamment en réclamant pacifiquement leur droit de conduire. Loujain al-Hathloul, Samar Badawi, Nassima al-Sadah, Nouf Abdulaziz, et Mayaa al-Zahrani font partie des militantes actuellement détenues pour leur activisme. Certaines femmes ont déclaré avoir été soumises à des décharges électriques, des

flagellations, des menaces sexuelles et d'autres formes de torture au cours de leur interrogatoire. Certaines ont également été détenues en isolement prolongé. Plusieurs autres défenseur.e.s des droits des femmes ont été libéré.e.s sous condition. Cependant, beaucoup attendent toujours leur procès et pourraient être condamné.e.s à de longues peines de prison. La militante Loujain al-Hathloul a été condamnée, lundi 28 décembre, à cinq ans et huit mois de prison par un tribunal spécialisé dans les affaires antiterroristes, sur la base de fausses accusations liées au terrorisme et à la sécurité nationale.

Il est important de noter qu'alors que ces militantes souffrent en prison pour avoir demandé le droit de conduire, 16 femmes pilotes participeront au Rallye Dakar 2021.

Le Royaume a accordé aux femmes le droit de conduire en juin 2018 et a levé les restrictions de voyage pour les femmes de plus de 21 ans. Toutefois, il reste encore aux autorités à démanteler complètement le système de tutelle masculine, à s'attaquer aux graves inégalités entre les sexes, et à mettre fin aux détentions arbitraires, aux poursuites engagées contre des militantes des droits des femmes et aux opérations militaires illégales contre la population civile au Yémen.

Le gouvernement saoudien affirme que le rallye Dakar montrera au monde la « réelle image du royaume », si c'est le cas, c'est une image ternie par la répression accrue contre la liberté d'expression et les bombardements au Yémen.

Les organisations signataires estiment que l'ASO devrait revoir sa position sur l'organisation d'événements sportifs internationaux prestigieux dans les pays où des violations flagrantes des droits humains sont commises, et adopter des politiques en matière de droits humains qui soient conformes à leur engagement de « développer constamment de nouvelles solutions respectueuses de l'environnement et de la communauté ». Une politique des droits humains qui respecte les principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits humains aidera ASO à renforcer sa transparence et responsabilité.

La mise en œuvre de politiques en matière de droits humains dans les activités d'ASO pourrait toucher des millions de personnes dans l'écosystème du sport et des médias, des plus jeunes cyclistes aux femmes participantes à des rallyes, en passant par les fans LGBTQIA+ qui suivent les compétitions sportives internationales, ainsi que les journalistes. La capacité de la société civile à intervenir là où ASO organise des événements est essentielle pour maintenir la crédibilité de l'entreprise et éviter toute contribution ou lien avec des violations des droits humains.

Enfin, nous encourageons les médias et diffuseurs officiels qui couvrent l'événement à présenter une image réaliste de l'Arabie saoudite dans leurs programmes, y compris la beauté naturelle incontestable du pays, mais aussi ses violations des droits humains, bien moins inspirantes. Les organisations soussignées estiment que les gens sont libres de faire du royaume leur destination touristique de choix ; toutefois, ce choix doit être fait en connaissance de cause. Les médias doivent fournir au public une information équilibrée et complète, au lieu de relayer le récit officiel des autorités saoudiennes.

**Passez à l'action !**

Les ONGs soussignées appellent les participants au Rallye Dakar, les organisateurs, les sponsors, les médias, les institutions gouvernementales, les entreprises et les supporters, à demander aux autorités saoudiennes de libérer immédiatement et sans condition toutes les personnes détenues pour leur action pacifique et légitime en faveur des droits humains, et de prendre position pour aider à contrer la campagne de relations publiques du gouvernement saoudien en mettant en lumière le vrai visage de l'Arabie saoudite.

Parce que vous pouvez faire une différence dans la vie de ces militantes et dans leur lutte pour la liberté et l'égalité des sexes, nous demandons aux participants au rallye Dakar de participer à la campagne #StandWithSaudiHeroes et de faire preuve de solidarité en portant un brassard rose pendant l'événement.

Avant le rallye, vous pouvez aussi faire entendre votre voix en partageant votre soutien sur les médias sociaux en utilisant le hashtag #StandWithSaudiHeroes, suivez les développements de la campagne en ligne et contactez les concurrents représentant votre pays d'origine pour qu'ils y participent.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

ALQST for Human Rights  
Clearinghouse on Women's Issues  
Collectifs de Femmes pour les Droits de l'Homme  
Euro-Mediterranean Human Rights Monitor  
Feminist Majority Foundation  
Freedom Now  
Geneva Council for Rights and Liberties  
Gulf Centre for Human Rights (GCHR)  
Humena for Human Rights and Civic Engagement  
International Federation for Human Rights - FIDH  
International Service for Human Rights (ISHR)  
L'Association Francophone pour les Droits de l'Homme  
Ligue des droits de l'Homme, France  
MENA Rights Group  
The Freedom Initiative